

Les alliés mondiaux

Autor(en): **Combe, Edouard**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Wissen und Leben**

Band (Jahr): **19 (1917)**

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-751082>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LES ALLIÉS MONDIAUX

I — UN RÉFORMATEUR

Le livre que M. John de Kay vient de publier en anglais sous le titre *The World Allies*¹⁾ est surtout intéressant parce que l'auteur est un patron, un grand industriel et un financier qui, il n'y a pas très longtemps encore, était de l'autre côté de la barricade. En sa qualité de transfuge, M. de Kay connaît admirablement une face de la question, dont l'ignorance a toujours fait la faiblesse des hommes qui, avant lui, se sont attaqués à la question sociale. Ce champion des travailleurs est en effet, si j'en juge d'après son livre, un riche Américain, qui, après avoir acquis une fortune considérable à exploiter la main d'œuvre, consacre sur le tard une partie de ce bien à démontrer qu'il fut mal acquis. Loin de nous la pensée de lui reprocher cette conversion : il y a plus de joie au ciel pour un pécheur qui se repent que pour cent justes qui n'ont pas besoin de repentance. Mais M. de Kay, qui a deux grandes exécérations : les avocats et les journalistes, ne devra pas s'étonner si nous parlons de lui en toute objectivité et sans aucun ménagement oratoire ; les injures dont il abreuve notre corporation nous en donnent le droit. De ce droit toutefois nous n'abuserons pas. L'auteur de ces lignes garde le sourire et parlera sans colère.

Constatons d'abord que si le livre de M. de Kay est mal fait, mal ordonné, bourré de répétitions et de contradictions, ce n'est toutefois pas un livre qu'on puisse mettre dédaigneusement de côté. Sans doute toute une partie de la démonstration est sans originalité, reprise de Marx et de Proud'hon ; mais il y a pourtant une part qui est personnelle à l'auteur : M. de Kay, au contraire de ses devanciers, n'est pas révolutionnaire. Il ne demande pas un bouleversement des choses et a horreur du sang versé comme de toute destruction violente et stupide. Il croit fermement que sa solution du problème social peut être réalisée par des voies pacifiques et légales. Mieux informé en sa qualité d'ex-patron que la plupart des réformateurs antérieurs sur les relations du capital et du travail, il proclame hautement la solidarité du capital *réel* et

¹⁾ John de Kay : *The World Allies*. — Berne, Bienne, Zurich, Ernst Kuhn. (Des versions en diverses langues paraîtront prochainement.)

des chefs d'industrie *actifs* avec le peuple des travailleurs. Pour lui, l'ennemi du travail n'est pas le patron, l'industriel, mais la finance internationale, puissance anonyme et insaisissable qui étend son filet sur le monde entier.

M. de Kay se pose en amoraliste et en positiviste, qui ne compte pour rien les facteurs moraux et de sentiment. Il répète à satiété que toute réforme sociale qui présuppose chez l'homme des vertus qu'il n'a pas, ou qui table sur une réforme préalable de la nature humaine, est vouée à l'échec. Pour lui, l'homme n'est pas naturellement bon et jamais il ne le sera. Un seul facteur est déterminant dans l'organisation de la société: la force. Cette force est actuellement aux mains de la finance, qui en use pour s'asservir gouvernements et peuples, et notamment pour dépouiller les travailleurs du fruit de leur labeur. Cet état de choses ne pourra être changé que si une force nouvelle et supérieure, celle des travailleurs du monde entier, enfin unis et organisés, vient à faire échec à la puissance de l'or et du crédit. Telle est en deux mots la thèse soutenue par M. de Kay; nous l'analyserons plus en détail un peu plus loin. Cela posé, il préconise comme solution pratique la constitution d'une nouvelle Internationale purement économique, sans objectif politique quelconque, englobant les travailleurs de toute nation, de toute race, de toute langue, de toute religion. Dans nos considérations finales nous soumettrons cette solution à une critique serrée.

Pour le quart d'heure, nous nous bornerons à quelques observations d'ensemble. Nous avons dit plus haut que le livre de M. de Kay est mal fait. Un de ses principaux défauts est de contenir en réalité deux livres distincts, l'un qui concerne la question sociale proprement dite, l'autre qui touche à la guerre actuelle, à ses causes et aux moyens d'en empêcher le retour. Nous laisserons provisoirement le premier livre pour nous débarrasser préalablement du second. Mais auparavant nous voudrions relever quelques-unes des contradictions flagrantes qui affaiblissent l'argumentation de notre auteur.

Première contradiction, fondamentale celle-là: l'amoraliste M. de Kay, qui fait bon marché de toute considération de morale et de sentiment, ne s'aperçoit pas que toute sa thèse est inspirée du sentiment de la justice outragée. C'est parce que le travail est

victime que notre réformateur a changé de camp et consacre son argent et sa peine à chercher les moyens de lui rendre justice; c'est au nom du droit qu'il réclame pour le travailleur une part plus équitable du fruit de son labeur. Abstraction faite de cette considération de pur sentiment, il estime que la production est très bien organisée au point de vue du *rendement*, seul côté qui intéresse le politicien positif, l'amoraliste sans cœur et sans conscience. Mais si cette considération de sentiment a été assez puissante pour détacher M. de Kay, riche et à l'abri de toutes les misères des travailleurs, du clan des exploités, pourquoi refuse-t-il aux mobiles de cet ordre toute action sur les hommes en général ?

En ce qui concerne la guerre, notre auteur, d'accord en cela avec de nombreux penseurs, estime que les hommes ne sont pas naturellement belliqueux; que leur intérêt les pousserait à vivre en paix, et que s'ils sont précipités dans un conflit armé, la faute en est à la finance, aux gouvernements qu'elle manœuvre à sa guise, et à la presse qui trompe la foule avec de grands mots. Il pense avec tous les internationalistes que les hommes se divisent en classes, non en troupes arbitrairement séparés par des frontières. Il écrit: „L'ennemi du travailleur n'est pas l'étranger, il est dans son propre pays: c'est l'exploiteur stérile.“ Il souscrit à cet aphorisme de Hermann Fernau: „Les guerres d'agression sont *toujours* déchaînées contre la volonté des peuples civilisés. Elles sont l'œuvre d'individualités puissantes ou de groupes peu nombreux en possession de la puissance politique.“

Mais quels sont ces mots qui ont le pouvoir de déterminer les hommes aux suprêmes sacrifices, y compris celui de leur vie, et cela contre leur intérêt personnel évident? Ce sont ces mots de liberté, de droit, de justice, de patrie, auxquels M. de Kay refuse toute réalité. Etrange pouvoir d'une illusion! N'est-on pas plus près de la vraisemblance en admettant que ces mots, lors même qu'il en serait fait abus dans un but criminel, ne doivent leur puissance agogique qu'au fait qu'ils représentent de grandes idées, de celles qui sont le plus fortement ancrées au tréfonds de nos consciences?

Que M. de Kay ait raison de prétendre que la guerre a été déchaînée par la haute finance dans un but intéressé — ce que je discuterai tout à l'heure — il n'en reste pas moins que ce n'est

pas pour cela que les hommes la font. De toute leur âme ils se battent pour un idéal plus ou moins clairement entrevu, mais qui pour chacun des obscurs héros de cette mêlée de géants est la grande vérité, celle qui vaut qu'on lui sacrifie tout. Et lorsque l'humanité entière est ainsi soulevée d'un irrésistible élan, est-il admissible qu'il n'y ait là qu'une folie collective, explicable par une illusion sans fondement réel? Ne faut-il pas admettre plutôt qu'elle obéit à un instinct profond, qui lui montre certaine paix comme plus dangereuse pour ses intérêts supérieurs, plus redoutable que la guerre elle-même?

Je ne relèverai pas les sottises que M. de Kay accumule au sujet de l'œuvre de colonisation de l'Angleterre et de la France. Il y aurait là matière à une étude spéciale dont la place n'est pas ici. Je me contenterai de constater une contradiction nouvelle de cet homme bien intentionné, mais certainement porté aux conclusions exagérément simplistes. Après s'être donné beaucoup de mal à nous démontrer que l'égalité est un vain rêve, que l'inégalité *doit* exister entre les hommes parce qu'elle est favorable à une harmonieuse division du travail commun, et que telle est la loi de la nature, notre auteur oublie tout ce qu'il a dit et n'établit aucune différence quelconque entre le régime applicable aux Botocudos et aux métallurgistes de Sheffield. Je n'insiste pas, car la thèse de M. de Kay conduit à des absurdités si évidentes qu'elle se refute elle-même. Il est trop facile de la réduire à néant en invoquant les résultats obtenus. L'œuvre de la colonisation trouve en effet sa justification dans une comparaison entre l'état du monde tel qu'il est et tel qu'il serait sans elle. Le fait que les colonies de la France et de l'Angleterre se sont levées comme un seul homme pour la défense de leurs prétendus oppresseurs est suffisamment éloquent. En réalité, la France et l'Angleterre ont été les bons semeurs, qui ont répandu à pleines mains par le monde les semences fécondes du progrès et de la liberté, et la fidélité de leurs protégés est aujourd'hui leur juste récompense. M. de Kay a-t-il songé que, sans l'œuvre colonisatrice de l'Angleterre, il n'y aurait pas aujourd'hui d'Etats-Unis et qu'il se trouverait ainsi sans patrie?

Je reviens à la question de la guerre. C'est ici que l'argumentation de M. de Kay me paraît le plus fragile. D'après lui, la guerre n'est pas l'œuvre des gouvernements, qui ne sont eux-

mêmes que des jouets entre les mains de la finance. Peu importe selon lui que ces gouvernements soient despotiques ou démocratiques : la démocratie est une illusion et les républiques ne valent pas mieux que les monarchies, car toutes obéissent à la puissance anonyme de la ploutocratie internationale.

On pourrait tout d'abord contester que la ploutocratie internationale ait un intérêt quelconque à la guerre. Certes, il est une catégorie d'industries qui grâce à la guerre réalise des bénéfices scandaleux, mais beaucoup d'autres en sont au contraire profondément affectées. Et même en admettant que la finance internationale réalise sur le papier des gains apparents du fait de la guerre, les gens qui la dirigent sont trop avisés pour ne pas se rendre compte de ce qu'il y a d'artificiel et de fallacieux dans un tel enrichissement. Les valeurs créées par la guerre, M. de Kay le démontre de façon péremptoire, sont des valeurs de papier, dont l'énorme accumulation n'ajoute pas un centime à la fortune mondiale. Bien au contraire, la guerre appauvrit l'humanité en détruisant quantité de valeurs réelles et en paralysant la production utile au profit de la fabrication de matériel de guerre, lequel est sans utilité et ne sert qu'à se détruire lui-même. Les valeurs mises en circulation sous forme d'emprunts ne servent donc qu'à enfler démesurément la masse déjà excessive du capital fictif et il en résulte une dépréciation correspondante de l'argent. Ces monceaux de titres rapportent intérêt, il est vrai, mais qui paiera cet intérêt ? Ce seront les détenteurs des titres eux-mêmes et ils se le paieront, sous forme d'impôts de toute sorte, avec une monnaie dont le pouvoir d'achat aura diminué dans des proportions énormes. Avec cette même monnaie ils devront payer des salaires beaucoup plus élevés à des ouvriers beaucoup moins nombreux, de sorte que leur capital leur rapportera beaucoup moins qu'auparavant.

Je déduis ces conclusions de l'argumentation de M. de Kay lui-même. Ne nous a-t-il pas démontré que, sous le régime capitaliste actuel, l'ouvrier est exploité à l'extrême limite de sa capacité de production et cela pour un salaire calculé sur la base de ses besoins minima ? Cette base restant la même et l'argent valant moins, les salaires devront être augmentés et le bénéfice du capital sera réduit d'autant. Le sort de l'ouvrier restera misérable, mais

M. de Kay nous a prouvé qu'il est déjà aussi misérable que possible: il ne sera donc pas pire, et ne peut changer que dans le sens d'une amélioration. C'est donc le capital qui devra se payer à lui-même ses propres intérêts, et il devra le faire dans des conditions moins favorables, avec une main-d'œuvre réduite et tout en supportant la charge de réédifier les valeurs réelles détruites par la guerre. On ne comprend pas quel pourrait être l'intérêt du capital à provoquer la destruction de ces valeurs et du matériel humain qui seul est capable de les créer et de les fructifier.

Ce point élucidé, il nous reste à voir que M. de Kay démolit de ses propres mains sa théorie sur les origines de la guerre. Cette théorie, on s'en souvient, consiste à rendre responsable la finance du conflit et à en innocenter les gouvernements. Or, que lisons-nous à la page 285 des *World Allies*?

„La guerre a été déchaînée, d'une part parce que l'Allemagne se croyait seule assez préparée pour la faire, et d'autre part par la diplomatie de l'Angleterre, qui laissa l'Allemagne dans l'ignorance de ses intentions.“

Et pourquoi l'Angleterre laissa-t-elle l'Allemagne dans cette ignorance? Tenez-vous bien: parce que l'Angleterre *est une démocratie* et que ses gouvernants sentaient l'impossibilité de la pousser dans le conflit contre la volonté de son peuple. Pour pouvoir le faire, ils avaient besoin d'un de ces prétextes moraux auxquels M. de Kay refuse ailleurs toute réalité, et ce prétexte, ils ne le tinrent que le jour où l'Allemagne envahit la Belgique!

Ainsi s'effondre tout l'édifice laborieusement édifié par notre auteur. Il nous avait affirmé que „toutes les pages de l'histoire nous enseignent que la guerre était provoquée par les gouvernements sans le consentement et même dans l'ignorance des masses. *Cela est vrai des républiques comme des empires.*“ Et voici qu'il nous montre la démocratique Angleterre incapable de déclarer la guerre, parce que son peuple ne veut pas.

La vérité est à chercher plutôt dans cette affirmation d'Hermann Fernau: „Les guerres d'agression ne peuvent à l'heure qu'il est être déchaînées que par des *empires absolus*, où n'existe aucune constitution ou seulement une apparence de constitution.“ En admettant que la haute finance désire déchaîner la guerre, il ne suffit pas qu'elle le veuille, il ne suffit même pas qu'elle ait

la puissance d'imposer sa volonté aux gouvernements; il faut encore que ceux-ci soient en mesure de lancer les peuples les uns sur les autres. Et au début du conflit, quatre puissances seules paraissaient avoir les moyens de le faire, quatre monarchies absolues: l'Autriche-Hongrie, la Russie, la Turquie et l'Allemagne. En réalité, ni en Autriche-Hongrie, ni en Russie, ni en Turquie le gouvernement n'était assez sûr des peuples pour prendre une telle responsabilité. Seul le Kaiser, maître suprême de l'armée la plus puissante du monde et du peuple le mieux domestiqué de la terre, pouvait mettre le feu aux poudres. La France, l'Angleterre, l'Italie, les Etats-Unis en étaient complètement incapables, quelle que soit du reste l'emprise de la finance sur leurs gouvernements. Cette constatation, mieux qu'aucune autre démonstration, règle la question de responsabilité.

Au fond, en dépit de sa laborieuse dialectique, M. de Kay en est convaincu comme nous. J'en trouve la preuve à la page 333 de son livre, où traitant des causes du conflit, il parle la langue du simple bon sens, oubliant pour un instant ses fumeuses théories (je résume):

„L'unique but des armements navals de l'Allemagne était de contester à l'Angleterre sa suprématie maritime. La proposition de l'Angleterre de réduire proportionnellement les armements ne pouvait avoir aucune chance de succès. L'Allemagne a cédé tant qu'elle ne s'est pas sentie assez forte, mais il était certain qu'elle ne céderait pas toujours. L'erreur de l'Allemagne a été de croire l'Angleterre assez stupide pour assister à l'écrasement de la France et de la Russie en attendant bénévolement son tour. L'Angleterre ne pouvait autrement qu'en découdre du moment que le conflit éclatait, car elle savait parfaitement que c'était elle qui était visée à travers ses alliés.... Si l'Allemagne avait cru avoir à faire à la fois à la France, à la Russie et à l'Angleterre, elle n'eût pas déclaré la guerre en 1914.“

A la bonne heure! Voilà qui est plus raisonnable que les arguties au sujet de l'innocence des gouvernements et de l'identité qualitative entre républiques et autocraties.

LAUSANNE

(à suivre)

EDOUARD COMBE

□ □ □